

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 25687 ex 1 M

Cote : B

p103 VII

30-11-88

LA PARTICIPATION DES FEMMES A L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE : TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

par Nadia KHOURI-DAGHER*

L'Égypte n'a toujours connu qu'une faible participation des femmes à l'économie monétaire. Bien que ce pays passe pour être l'un des pays arabes les plus libéraux en ce qui concerne le statut de la femme dans la société (il y a actuellement une femme ministre, deux sous-secrétaires d'Etat, et onze femmes ont le rang de sous-secrétaire d'Etat dans l'administration), le taux officiel d'activité des femmes (nombre de femmes actives / population féminine en âge de travailler) ne s'élève qu'à 6,2 %, se situant dans la moyenne par rapport aux autres pays arabes¹. (Rappelons que le taux d'activité féminine pour l'ensemble des pays en développement est de 42 %, que celui des pays industrialisés est de 46 %.)

Bien que depuis vingt ans la main-d'œuvre féminine soit officiellement restée stable en part de la population active totale ou en part de la population féminine, depuis deux ou trois décennies les formes que prend cette participation sont en train de changer sensiblement : le régime révolutionnaire de Nasser a voulu donner un nouveau statut à la femme, travailler étant affirmé pour hommes et femmes comme un devoir national; puis l'« Ouverture à l'Ouest » et la libéralisation économique du président Sadate auront entraîné des bouleversements socio-économiques qui ne sont pas sans conséquences sur le travail féminin. Nous essaierons ici d'analyser les changements intervenus dans les modes d'intervention des femmes à l'économie monétaire, comme réponse aux

* Chercheur associée au Centre international de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED)-EHESS et à l'ORSTOM.

1. Ces taux sont : Tunisie, 11,5 %; Libye, 3,5 %; Syrie, 9,2 %; Algérie, 3,8 %; Maroc, 7,9 %; Jordanie, 4,4 % (Paquot, 1982, p. 94-95 et 142-143).

transformations politiques, économiques et sociales, mais aussi comme le révélateur d'une société en pleine mutation, où ces transformations se heurtent à des structures socio-culturelles encore rigides².

La réalité du travail des femmes

Les chiffres officiels concernant les femmes employées dans l'économie nationale sont extrêmement délicats à manier. La définition même des femmes actives change d'un recensement à un autre, d'une source statistique à une autre³. Ainsi, pour la seule année 1976, les chiffres varient de 684 000 à 984 000 femmes actives⁴. La dernière enquête sur l'emploi, en 1979, donnait 778 000 femmes actives âgées de 12 à 64 ans, pour une population active totale de 10,023 millions, soit 7,7 % de la population active⁵.

Il est clair que l'effectif total de la main-d'œuvre féminine est sous-estimé. Ainsi, par exemple, il n'y aurait eu en 1976 que 23 661 couturières pour tout le pays, ce qui, pour une population de 37 millions alors, représente un peu plus de 6 couturières pour 10 000 habitants, chiffre aberrant quand on sait que la majorité de la population fait faire ses vêtements à façon, par des couturières en grande partie. En outre, il est évident que les statistiques ne prennent pas en compte l'énorme travail fourni par les femmes dans les campagnes (la population est encore à 56 % rurale) et où elles consacrent deux tiers de leur temps quotidien à des activités économiques⁶.

Cette sous-estimation tient à plusieurs facteurs :

— La technique même de collecte des données statistiques : lors du recensement de la population, la question de l'activité est posée de telle sorte qu'elle ne prend en compte que l'activité du chef de famille; pendant les enquêtes sur l'emploi, le nombre de femmes est sous-estimé

2. Nous ne considérerons que la participation des femmes à l'économie monétaire, sans prendre en compte leur participation à l'économie du pays sous forme de travail domestique, ce qui nous entraînerait dans un autre type d'étude.

3. Ainsi, en 1960, étaient incluses toutes les femmes âgées de plus de 6 ans; puis on se limitera aux bornes 12-64 ans. Tantôt on inclura toutes les femmes actives, tantôt on éliminera celles qui sont employées dans l'agriculture et les catégories « non spécifiées », pourtant de plus en plus importantes.

4. Première donnée : CAPMAS, *The 1976 Population Census* (comprend les femmes employées dans l'agriculture et les activités « non spécifiées »); deuxième donnée : IRR, dans T. Sullivan, 1981, p. 14.

5. CAPMAS, *Employment Survey in the ARE*, 1980, Table 3.

6. T. Sullivan, 1981, p. 5.

car les employeurs les comptabilisent comme des « 1/2 salariés » ! (reconnaissant pourtant que leur productivité est la même).

— Une grande partie du travail féminin, davantage encore que ce qui est recensé, est cachée. Cachée volontairement par les employeurs, ce qui est classique dans les pays en développement, quand on déclare le moins d'effectifs afin d'échapper à la législation (les femmes constituent, avec les enfants et les adolescents, le gros de cette main-d'œuvre « temporaire », en réalité utilisée de façon systématique).

— Mais ce travail est caché aussi, et surtout, par les femmes elles-mêmes. En effet, l'Égypte est un pays arabe, et, traditionnellement, c'est à l'homme à pourvoir aux besoins de la famille ; question de devoir — c'est inscrit dans le Coran — et aussi d'honneur — l'homme affichant ainsi la possibilité d'entretenir son épouse : le non-travail de la femme a donc à la fois une valeur symbolico-religieuse et une fonction-signe. Une grande partie de la population considérera donc comme « honteux » que la femme travaille; quand celle-ci se mettra à travailler, elle le cachera parfois à sa famille, à ses voisins, donc *a fortiori* à un enquêteur⁷.

— Mais aussi, même quand une femme n'aura pas honte d'avouer qu'elle travaille, elle ne se considérera pas pour autant comme « travaillant ». Autrement dit, ce qui pour nous est travail sera considéré comme relevant des « jeux de l'échange », selon l'expression de Braudel, ou comme une activité de dépannage qui ne mérite pas le nom de travail. Révélatrice à cet égard fut une enquête effectuée par Andrea Rugh dans un quartier pauvre du Caire en 1980 : alors que 6 % seulement des femmes se déclaraient actives, 74 % avaient en réalité une activité rémunérée, mais sans être salariées (travail à façon à la maison, services domestiques, petits commerces...)⁸.

Il est donc clair que le nombre de femmes qui participent à l'économie monétaire dépasse de loin les 700 ou 900 000 recensées. Toutefois rien ne permet, dans l'état actuel des connaissances, de donner une estimation du taux réel de cette participation, d'autant que celle-ci prend souvent des formes sporadiques. Il faudrait, pour se rendre compte de l'étendue réelle du travail féminin, des dizaines d'enquêtes comme celle d'A. Rugh, qui ne s'est pas contentée de poser des questions, mais a partagé la vie des femmes qu'elle observait. Cependant, en l'absence de

7. Cette « honte » qui pèse sur les femmes qui travaillent, dans les milieux populaires, on peut s'en rendre compte à travers les récits de N. Atiya (1984) ou U. Wilkan (1980) (ainsi N. Atiya rapporte cette habituelle menace proférée par un homme à sa femme : « Va travailler ! C'est tout ce que tu mérites ! »...).

8. A. Rugh, citée par B. Ibrahim, H. Papanek, 1982, p. 97.

sources statistiques plus fines, les chiffres dont nous disposons nous permettent au moins de tracer les grandes caractéristiques et tendances du travail féminin ces dernières années.

Les premières mutations⁹

Quand Nasser vient au pouvoir en 1952, la participation des femmes à l'économie est faible. Malgré un important mouvement féministe au début du siècle, les structures mentales sont restées encore très traditionnelles¹⁰. Le régime révolutionnaire a voulu donner à la femme un nouveau statut : la Charte nationale affirme l'égalité des hommes et des femmes, et travailler est clairement défini comme une obligation, un devoir national, pour tous¹¹. L'énorme effort de scolarisation alors réalisé veut aussi toucher les fillettes, pour qui l'école est obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans.

Des lois sont passées, qui doivent faciliter l'insertion des femmes dans l'économie, en diminuant la crainte des maris à laisser sortir leur femme dans des lieux inconnus, ou celle des femmes à sacrifier leurs devoirs familiaux. Ainsi, la loi n° 91 de 1959 interdit aux femmes les emplois mettant en danger « leur santé et leur moralité ». Dans les entreprises publiques, le travail est organisé de façon à prévenir les femmes de tout risque de « non-protection » selon leur système de valeurs, et un système de transports les protège des « hasards de la rue ». En outre, un système de congé maternité et de crèches est créé dans les grosses entreprises.

Surtout, l'instauration du système qui garantit à chaque titulaire du baccalauréat un poste dans la fonction publique va être à l'origine de la féminisation croissante de l'administration publique : pour les femmes et leurs familles, la fonction publique représente à la fois la sécurité de l'emploi, l'assurance d'un environnement au travail qui n'affecte pas leur respectabilité, et, enfin, des horaires souples, qui permettent de

9. En réalité les premiers bouleversements touchant le travail des femmes en Egypte se produisirent au XIX^e siècle, avec l'extension de la culture du coton — qui employa beaucoup de femmes — et l'industrialisation naissante — les femmes entraient dans les industries textiles et alimentaires qui se développaient alors. C'est donc Muhammad Ali qui donna le premier un rôle aux femmes dans l'économie monétaire (mais qui sera limité).

10. En témoigne la production littéraire et cinématographique de l'époque (voir par exemple un film comme *Je suis libre*, d'après un roman de Insen Abd el Qaddous qui montre le réel combat d'une jeune fille qui refuse le traditionnel mariage après l'école pour entrer à l'Université et faire carrière).

11. La Charte stipule : « La femme doit être égale à l'homme et les derniers obstacles s'opposant à son libre mouvement doivent tomber afin qu'elle puisse participer de façon profonde et positive à la construction de la vie. »

concilier vie de famille et travail (la journée d'un fonctionnaire s'arrête à 14 heures). Aujourd'hui, sur 2 100 000 fonctionnaires, 360 000 sont des femmes. Surtout, ce chiffre représente près de la moitié du nombre de femmes actives recensées !

Le résultat de cette politique va être d'orienter le travail féminin dans des directions qui s'accroîtront par la suite :

1) Le nombre de femmes employées dans l'industrie fait un bond, passant de 13 900 en 1961 à 67 400 dix ans plus tard, soit une multiplication par 5. Que les entreprises de plus de 50 personnes aient été nationalisées explique sans doute cette évolution. En tout cas, le changement de comportement par rapport au travail productif est net, ce qui est une petite révolution, dans la mesure où ce type de travail est à l'opposé de ce qui est considéré comme désirable pour une femme. Une enquête auprès de femmes employées dans l'industrie a clairement montré ce changement des mentalités : pour celles qui ont commencé à travailler entre 1955 et 1964, 67 % ont affronté la désapprobation des parents et voisins ; ce taux tombe à 24 % pour celles qui se sont mises à travailler entre 1965 et 1970, et à 17 % pour celles qui l'ont fait après 1971¹².

2) La moyenne d'âge des femmes actives a très nettement augmenté. En 1961, les 6-11 ans représentaient le cinquième de la main-d'œuvre féminine recensée, et les moins de 20 ans, 50 %. En 1971, 70 % des femmes actives sont âgées de plus de 20 ans. Ceci traduit l'engagement des fillettes dans le système éducatif, mais aussi, et surtout, étant donné l'âge précoce du mariage des femmes, correspond à un plus grand engagement des femmes après leur mariage, alors que traditionnellement celui-ci entraînait l'arrêt de toute activité professionnelle. Là aussi, il s'agit d'un changement de poids, signifiant que de plus en plus de femmes essayent de mener de front vie familiale et vie professionnelle.

3) Les citadines s'engagent de plus en plus dans la vie professionnelle. En 1961, 58 % des femmes recensées travaillent à la campagne ; en 1971, les pourcentages sont inverses : près des deux tiers habitent en ville. Au Caire, le taux d'activité officiel est le double de ce qu'il est pour l'ensemble du pays, se situant à 11,5 %.

4) La surreprésentation des femmes qualifiées, et son corollaire, la sous-représentation des femmes non qualifiées, s'aggravent. Ainsi, en 1976, seulement 5,2 % de la population féminine totale — la frange la plus scolarisée — constituent près de la moitié de la main-d'œuvre

12. B. Ibrahim, H. Papanek, 1982, p. 37.

féminine. Dans l'autre sens, les femmes illettrées, qui représentaient encore près des trois quarts des femmes à cette date, n'avaient un taux de participation que de 2,6 %, en chute par rapport au déjà faible 5,4 % enregistré en 1960 (alors que le taux de participation des hommes illettrés est de 90 %).

Si cette distorsion est un phénomène courant dans les pays en développement (et même, dans une moindre mesure, dans les pays industrialisés), elle prend ici des proportions inquiétantes. Si on lie analphabétisme et niveau de vie, cette évolution signifie que, officiellement, les femmes les plus défavorisées participent de moins à l'économie. Comme il est difficile d'envisager une telle éventualité, ce changement signifie que le travail des femmes non qualifiées s'effectue de plus en plus sous des formes occultes, cachées, ce qui expliquerait qu'il apparaisse moins dans les statistiques. Cette hypothèse se trouve corroborée par le fait que, si la rubrique « activités vaguement décrites » englobait 2,8 % des travailleurs en 1977, elle incluait 12 % de l'ensemble des femmes actives, pourcentage nettement en hausse par rapport aux années précédentes (2,7 % en 1961, 9 % en 1971)¹³.

Cette évolution est inquiétante, car elle signifie une impossibilité croissante, pour les femmes non scolarisées, à trouver un emploi dans les voies « normales » du marché du travail. Ces femmes vont donc être obligées de trouver d'autres sources de rémunération, qui prendront des formes cachées, donc dans des conditions d'exploitation encore accrues par rapport à un emploi non caché, où l'écart des salaires entre hommes et femmes est déjà de 30 %.

Finalement ce qu'il faudra retenir, c'est :

- un changement de mentalités, au moins parmi les classes moyennes, avec la participation accrue des femmes dans des emplois productifs et le fait que, quand elles ont un emploi, elles ne cessent plus systématiquement de travailler après leur mariage ;
- une aggravation de la situation des femmes non scolarisées, issues de milieux défavorisés, qui ont de plus en plus de mal à emprunter les voies officielles du marché du travail.

Vers une plus grande participation des femmes ?

Depuis dix ans, les nouvelles politiques mises en place, fondamentalement opposées aux orientations nassériennes, auront eu comme conséquences d'accentuer ces évolutions. Nous allons voir pourquoi :

13. *Ibid.*, p. 96.

1) Ce qu'on a pu appeler un « boom » économique depuis 1973-1974 s'est accompagné d'une forte inflation, estimée à 20 ou 40 % (inflation réelle) aujourd'hui.

2) L'« Ouverture à l'Ouest » et les fortes importations de biens de consommation et de luxe entraînent la diffusion de nouveaux modèles de consommation, la création de nouveaux besoins.

3) L'émigration massive de travailleurs dans les riches pays arabes voisins entraîne d'importants manques de main-d'œuvre, tant qualifiée que non qualifiée.

4) L'encouragement à l'émigration et à la libre entreprise est à l'origine d'un vaste mouvement de restructuration sociale.

1) Le boom économique de ces dix dernières années s'est accompagné d'une forte inflation. Et, si les salaires pour certains métiers ont quintuplé, voire décuplé, en moyenne l'augmentation du coût de la vie aura dépassé celle des revenus. Notamment, les revenus des employés du secteur public, qui représentent un tiers des salariés, sont très loin de s'être ajustés à cette inflation. Ainsi, alors que le salaire minimum dans la fonction publique est de 45 livres, 1 kg de fruits coûte 1 à 2 livres, 1 kg de viande 5 livres, une paire de chaussures 15 livres !

D'une façon générale, toute cette classe moyenne, composée de fonctionnaires, d'employés, d'ouvriers des grandes unités de production, se voit obligée de mettre en place de nouvelles stratégies pour contrebalancer la chute de ses revenus réels : ce sera la pratique généralisée d'un deuxième, voire d'un troisième emploi pour le chef de famille, et, quand cela ne suffit pas, une mise à contribution de la femme au budget familial.

2) La libéralisation du commerce extérieur entraîne l'importation massive de biens de consommation et de luxe, pour répondre à une demande très forte¹⁴. La croissance annuelle de la consommation privée, qui était de 7,9 % entre 1970 et 1974, passe à 21,6 % entre 74 et 78, et à 37,4 % entre 78 et 79. Les boutiques vendant des produits importés se multiplient, et certains biens, comme la télévision, la machine à laver, sont désormais considérés comme des biens de base par l'ensemble de la population. De nouveaux modèles de consommation apparaissent, notamment pour l'alimentation et les vêtements, privilégiant des produits qui sont plus chers que les produits traditionnellement consommés,

14. Alors que les importations baissent de 1,1 % par an de 1960 à 1970, elles augmentent au rythme annuel de 8,8 % la décennie suivante (Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1982, p. 140).

et dont la plupart étaient subventionnés. La diffusion de ces nouveaux modèles de consommation entraîne la nécessité de répondre à de nouveaux besoins : la mise au travail de la femme permettra d'augmenter les ressources du ménage, surtout quand il s'agit de biens, comme la machine à laver, qui n'ont pas la même priorité pour le chef de famille.

3) On estime à 3 millions le nombre de travailleurs égyptiens expatriés. S'ils représentent un apport incontestable à l'économie du pays, par les devises qu'ils rapportent, ils entraînent de graves manques de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs. Face à ce manque de main-d'œuvre, les employeurs commencent à embaucher de plus en plus souvent des femmes. Ainsi, une enquête effectuée auprès d'entreprises de 10 à 200 salariés révélait que 44 % employaient des femmes, et ce de plus en plus à cause du manque de main-d'œuvre masculine. Certaines branches de l'industrie, qui étaient autrefois entièrement masculines, commencent aujourd'hui à se féminiser (ainsi, le travail du métal).

4) Ces dernières années ont connu un vaste mouvement de restructuration sociale. Les possibilités de mobilité sociale sont réelles, grâce à la possibilité d'émigrer, de monter une petite affaire. Dans cette optique, les femmes vont jouer un rôle moteur, car elles vont parfois être l'un des moyens de cette ascension : les hommes qui cherchent à grimper l'échelle sociale rechercheront une femme qui travaille, pour la contribution qu'elle pourra apporter au revenu du ménage. Ceci représente un renversement complet par rapport à la génération précédente, dans la mesure où les jeunes filles ayant un emploi sont favorisées, dans la recherche d'un époux, par rapport aux autres, alors qu'auparavant c'était plutôt un handicap¹⁵.

En outre, la perception très vive qu'ont les femmes elles-mêmes de ces nouvelles possibilités de promotion sociale, les poussera à scolariser davantage leurs enfants, afin d'accroître leurs chances; les vues de l'homme et de la femme étant opposées quant à la nécessité d'étudier pour réussir, le père refusera de fournir l'effort supplémentaire pour payer la scolarité — coûteuse — des enfants, et la femme n'aura d'autre choix que de prendre en charge elle-même les frais de cette éducation¹⁶.

15. J. Abu-Lughod avait déjà noté, en 1961, ce type de comportement chez des hommes appartenant aux classes moyennes désirant grimper l'échelle sociale, ce qu'elle appelle des *upward-mobile men*. Tout en faisant remarquer que rechercher une femme qui travaille relevait d'un comportement marginal, elle avait vu juste en prévoyant que ç'allait devenir un comportement plus étendu dans le futur (J. Abu-Lughod, 1961).

16. Bien que l'enseignement soit en principe gratuit, les frais d'éducation sont élevés à cause du système généralisé des leçons particulières, que les élèves sont plus ou moins contraints de prendre, sous la pression de leurs professeurs, pour qui c'est le seul moyen d'arrondir un maigre salaire.

Une situation préoccupante pour les plus démunies

Il ne faudrait pas en conclure pour autant que le climat socio-économique favorise une plus grande insertion des femmes à l'économie à tous les échelons de l'échelle sociale, et sans frein. En effet, les dernières années ont sans doute représenté une participation accrue des femmes ayant été scolarisées à l'économie, mais ont aggravé les possibilités de choix des femmes appartenant aux milieux défavorisés.

— Le « boom » économique n'aura pas engendré une augmentation sensible du nombre d'emplois offerts officiellement, et les secteurs qui se développent le plus — services, tourisme, banques — requièrent du personnel qualifié (possédant par exemple des langues étrangères). En outre, face à la très forte demande féminine — on estime qu'il y a 13 demandes pour une offre d'emploi — les employeurs ont relevé le niveau de leurs exigences, et demandent désormais un niveau minimum de scolarisation là où traditionnellement des femmes illettrées pouvaient postuler, comme dans les emplois productifs par exemple.

— La chute du niveau de vie de toute une partie de la population, qui vivait de façon aisée il y a dix ou vingt ans, a eu pour conséquence une chute brutale du nombre d'emplois domestiques féminins : alors que ceux-ci représentaient la première source d'emplois pour les femmes en 1960, avec 29 % des femmes recensées, ce taux est tombé à 8 % en 1976. Non que ce type d'emploi soit l'idéal, mais pour signifier qu'un nombre important de femmes non qualifiées, pour qui ce type d'emploi était possible, doivent désormais en chercher d'autres.

— Grâce à la possibilité d'importer librement des machines, et à l'encouragement officiellement donné à la recherche de l'efficacité, quelques changements technologiques sont en train d'opérer, qui risquent d'avoir de graves conséquences pour la main-d'œuvre féminine non qualifiée. Ainsi, l'industrie du prêt-à-porter est en train d'effectuer une percée, liée aux nouveaux modèles de consommation vestimentaire, ce qui risque de menacer à terme l'armée de couturières qui habilent la majorité des familles, et représentent la première source d'emplois productifs (malgré une importante sous-estimation). De même, d'autres industries légères, fortes utilisatrices de main-d'œuvre féminine, comme l'industrie de la chaussure, sont en train de se moderniser.

— Au boom économique a répondu un boom urbain : la capitale est passée de 6 à 10 ou 12 millions d'habitants en moins de dix ans, et cette urbanisation rapide rend la vie quotidienne des femmes en ville souvent très difficile. La plupart des femmes interrogées, quand elles

expriment le souhait de travailler, souvent par nécessité, en reconnaissent aussitôt l'impossibilité matérielle : le temps quotidien que nécessitent toutes les tâches ménagères est décuplé par les problèmes posés par la congestion urbaine. Ainsi, la recherche de l'eau à la fontaine, les longues queues pour obtenir les produits de base subventionnés, nécessitent plusieurs heures, et accroissent les problèmes de celles qui, ayant le moins d'argent, auraient le plus besoin d'avoir du temps pour pouvoir en gagner (celles qui sont plus favorisées peuvent, elles, acheter l'eau à un revendeur, ou leur alimentation dans une épicerie, et disposer ainsi de plus de temps).

Finalement, les femmes, qui ne représentent que 7,7 % de la population active recensée, constituent aujourd'hui le tiers des chômeurs (contre un cinquième en 1960). Ce qui signifie que l'évolution des mentalités et les pressions économiques se conjuguent pour que de plus en plus de femmes cherchent à s'employer, sans que le marché du travail puisse répondre à leur demande.

Le poids des contraintes culturelles

Toutefois, cet excès d'offre de travail féminin par rapport à la demande rend compte d'une situation où les emplois proposés ne sont pas tous bons à prendre. Autrement dit, cet écart ne saurait se lire comme une simple mesure arithmétique : nous ne sommes pas en présence ici d'un marché du travail indifférencié tel que le conçoivent les schémas économiques classiques. Il s'agit plutôt d'une situation où les facteurs socio-culturels gardent une toute première importance, où la logique économique n'a pas encore détruit les logiques liées à un certain milieu culturel. Davantage encore que la simple conjoncture, ce sont sans doute les facteurs socioculturels qui rendent compte de la faible participation des femmes à l'économie nationale, et du fort taux de chômage.

Ainsi, nous avons vu que l'une des évolutions les plus remarquables de ces dernières décennies est le renversement du comportement des femmes appartenant aux classes moyennes par rapport au travail. Et si nous sommes loin de la situation qui prévalait il y a vingt ans, où « l'emploi des femmes de la classe moyenne était encore mal vu, non seulement parce que le travail expose la femme à des contacts masculins hors de tout contrôle, mais aussi parce que, pour une femme, travailler par contrainte financière ternit considérablement le statut de toute la famille »¹⁷, les modes de participation de ces femmes à la vie économique sont encore soumis à un contrôle social très étroit.

17. J. Abu-Lughod, 1967.

Ainsi, l'ancienne crainte des « contacts masculins hors de tout contrôle » est toujours vivace. Nous avons déjà souligné la préférence accordée au fonctionnariat, qui n'entache en rien la réputation d'une femme. Nous pouvons relever aussi la faible représentation féminine dans les métiers du commerce, métiers à « haute visibilité » s'il en est : 5 % seulement des femmes au Caire y étaient employées en 1976. De même, un ouvrier ne fera travailler sa femme, sa fille, dans un atelier ou une usine que si lui-même ou un parent à lui y est salarié, car il saura que « c'est un endroit sûr pour travailler ». Ainsi, deux tiers des femmes interrogées dans plusieurs entreprises déclaraient avoir des parents dans la même entreprise, et plus de la moitié des femmes mariées l'étaient à des hommes travaillant dans la même unité¹⁸.

D'une façon générale, l'impératif de respecter la réputation de la femme l'emporte sur des considérations purement économiques. Par exemple, les jeunes filles diplômées, à qui est garanti un emploi dans la fonction publique, attendront deux ou trois ans l'attribution de ce poste, pourtant fort mal payé, plutôt que de chercher un salaire plus attrayant dans le secteur privé, qui présente plus de « risques ». Entre deux possibilités d'emplois, on préférera celui pour lequel la famille ou « les voisins » n'auront rien à redire, même si c'est la solution la moins rationnelle sur un plan économique. Ce sera telle jeune fille qui travaillera pour 25 livres par mois dans un atelier de chaussures, ayant refusé un emploi d'hôtesse dans un grand hôtel, pourtant payé le double, parce qu'il lui imposait de rentrer à 22 heures, et « qu'auraient dit les voisins ? ».

De toute façon les jeunes filles sont élevées dans l'idée, sinon que la femme ne doit pas travailler, du moins qu'il ne doit s'agir que d'un salaire d'appoint : la femme ne doit pas donner l'impression qu'elle travaille « par contrainte financière ». Finalement, les anciens impératifs de respectabilité et le vieux schéma selon lequel c'est à l'homme de subvenir aux besoins du ménage prévalent encore, et permettent de rendre compte des choix opérés, qui ne peuvent se réduire à des choix purement économiques.

Pour les femmes appartenant à des milieux défavorisés, la situation est dramatique. Traditionnellement, on le sait, la femme égyptienne ne travaille pas. Or il est étonnant de constater le caractère très « traditionnel » de mode de vie des classes urbaines pauvres qui, selon le mot de J. Abu-Lughod, mènent un mode de vie « rurbain »¹⁹. Des études

18. B. Ibrahim, H. Papanek, 1982, p. 37.

19. « Quand, poussés par le besoin, ils émigrent vers les villes... ils demeurent fellahs » (Ayrout, 1952).

sociologiques ont montré aussi comment l'urbanisation, loin de démanteler les structures traditionnelles, tendait au contraire souvent à les renforcer²⁰, le quartier devenant le lieu de réaffirmation des normes sociales, exerçant une très forte pression à la conformité.

On ne s'étonnera donc pas des réactions de ces populations par rapport au travail féminin : « Chez nous, les femmes ne travaillent pas : elles restent à la maison » ; « Une femme qui travaillerait ? son mari la mangerait ! » ; « Une femme qui travaille, c'est honteux » ; « Je sauterais dans le Nil plutôt que d'être déshonoré si ma femme travaillait » ; « Est-ce que chez nous les femmes travaillent ? elles ont un voile et se cachent le visage... » Il est vrai, ces réponses ont été obtenues auprès d'une population originaire essentiellement de haute Egypte, où plus qu'en basse Egypte les femmes sont tenues de rester à la maison²¹.

De toute façon, même quand il n'y a pas d'interdiction expresse de travailler de la part du mari ou du père, l'adhérence à un certain mode de vie et de pensée limite très sérieusement la possibilité de trouver un emploi.

— Ainsi, dans les quartiers pauvres des villes, les femmes franchissent rarement les limites de leur quartier de résidence, y trouvant tout ce qui répond à leurs besoins quotidiens. Elles reproduisent peut-être ici le schéma selon lequel le village est « un tout, hors duquel il est dangereux de s'aventurer »²². Voici donc posée la première limite, qui sera géographique : ne pouvant concevoir de se trouver plusieurs heures par jour ailleurs dans la ville, qui lui est totalement étrangère, la femme sera obligée de chercher à l'intérieur même de son propre quartier.

— L'obligation qui lui est faite d'avoir beaucoup d'enfants — et là les campagnes de planning familial sont impuissantes face aux mentalités — ou, du moins, de bien remplir son rôle de mère, rend souvent impossible la recherche d'un emploi véritable. Rien n'est plus mal vu qu'une femme qui « abandonne » sa maison pendant la journée, même si les grands enfants peuvent s'occuper des plus petits.

— L'impératif de respectabilité pèse ici aussi de tout son poids, rendant impossible la recherche d'un emploi indéterminé : il faudra travailler chez un parent, ou encore dans un atelier purement féminin, dans un endroit « connu » des siens.

20. « L'afflux des masses rurales contribue à maintenir, dans les vieux quartiers prolétariés comme dans les nouvelles banlieues, des normes propres à une culture longuement élaborée. La croissance spectaculaire des grandes villes arabes contribue donc à consolider bien des traits socioculturels de leurs habitants au lieu de les effacer » (D. Chevallier, 1979, p. 18-19).

21. Enquêtes personnelles.

22. Ayroul, 1952, p. 129.

Toutes ces contraintes sont efficacement utilisées par les employeurs éventuels, et quand elles seront obligées, par nécessité économique, de trouver une source de rémunération, ces femmes se feront exploiter dans la mesure de leur désir de conformité aux normes imposées par leur milieu social.

Ainsi, pour répondre à la nécessité de rester dans le quartier, de donner l'image d'une parfaite mère de famille, qui reste à la maison comme il se doit, elles seront réduites à effectuer du travail à façon à domicile — broderie, tricot, empaquetage de produits... — ou à travailler chez un parent, qui prendra le lien de parenté comme alibi pour verser un salaire symbolique²³. L'impossibilité dans laquelle elles se trouvent de pouvoir réellement choisir, du fait de la très forte demande de travail féminin en ces temps difficiles, ou de revendiquer — car il sera répondu que leur place est à la maison et, qu'à la limite, c'est presque une faveur qu'on leur accorde en leur permettant de gagner un peu d'argent — font que ces femmes vont être l'objet d'une exploitation éhontée.

Nous avons vu, par exemple, des femmes assembler des colliers pour 15 piastres le collier, ce qui prenait une heure de temps (15 piastres n'est même pas le prix d'un plat de fèves); des jeunes filles apprenties couturières travaillant de 8 à 21 heures, pour 10 livres par semaine; d'autres encore « louent » un emploi, comme cette fille de salle qui ne touche de la « propriétaire » du poste que 5 livres sur les 20 du salaire qui il est vrai comprend les pourboires...

Conclusion

Un certain changement parmi les mentalités s'est produit depuis vingt ou trente ans, qui a conduit les femmes à continuer de travailler après leur mariage, à prendre des emplois productifs, et, aujourd'hui, les femmes qui ne travaillent pas expriment de plus en plus souvent le désir que leurs filles travaillent.

Mais ces dernières années, avec l'aggravation de la situation économique, de plus en plus de femmes se voient contraintes de travailler, sans pouvoir trouver un emploi dans les canaux normaux, officiels, de l'économie. Notamment, les femmes des milieux populaires sont peu à

23. Ce détournement du lien parental en vue d'une plus grande exploitation, d'un plus grand contrôle de la main-d'œuvre a déjà été souligné pour quelques pays africains. Pour les pays arabes, parlant du Liban, S. Nasr note que « tout se passe comme si la relation préférentielle avec le parent ne servait plus tellement à renforcer le groupe familial qu'à permettre aux nouveaux patrons industriels un meilleur contrôle de leurs travailleurs » (S. Nasr, *Les formes de regroupement traditionnel dans la société de Beyrouth*, Chevallier, 1979).

peu évincées du marché du travail légal, sous la pression de concurrentes plus qualifiées. Ainsi, alors que les femmes illettrées représentaient 79 % de la main-d'œuvre féminine recensée en 1960, ce taux est tombé à un peu plus du tiers en 1976, alors que ces femmes constituent les trois quarts de la population féminine totale. Comme il est improbable que ce retrait soit un phénomène réel, cette absence dans les statistiques signifie un recours de plus en plus généralisé à des emplois cachés, dans des conditions de travail et d'exploitation très mauvaises.

Mais l'impossibilité pour les femmes issues des milieux défavorisés de trouver un emploi a une conséquence grave pour le futur : faute de pouvoir faire travailler les femmes, les familles pauvres font de plus en plus travailler les enfants. Les taux d'activité économique de ces derniers, qui avaient considérablement chuté grâce aux efforts de scolarisation de Nasser (en 1947, 26 % des garçons âgés de 6 à 15 ans et 79 % des 15-20 ans travaillaient; ces taux tombaient à 9,6 % et 49 % respectivement en 1973) remontent ces dernières années. Que l'on retire de plus en plus filles et garçons de l'école hypothèque sérieusement l'avenir économique du pays, si l'on considère que l'éducation est un des facteurs clés de toute entreprise de développement. Ainsi, pour ne parler que du problème démographique, les études effectuées dans les pays du Tiers Monde ont montré le lien très net entre la scolarisation des filles et leur fertilité.

L'analyse de l'évolution de la participation féminine à l'économie met aussi en évidence l'importance que gardent les facteurs culturels dans le choix d'une activité. Nous sommes loin ici de pouvoir raisonner en termes purement économiques, et la logique sociale l'emporte sur une logique faite de pure rationalité économique. On voit ici que tout effort de développement qui tendrait à intégrer les femmes devrait prendre en compte les blocages hérités du passé.

Il est intéressant de noter que les femmes, face à une situation où elles sont de plus en plus exclues de la vie économique, se réfugient dans un discours de type « traditionaliste », justifiant leur non-travail par des facteurs culturels : « Le travail de la femme ne doit être qu'un salaire d'appoint », « Chez nous les femmes ne travaillent pas », etc. Il nous semble, à nous, que ce discours est énoncé de façon trop prononcée par rapport à la réalité qu'il recouvre, c'est-à-dire aux mentalités réelles. Tout se passe comme si ce discours servait aujourd'hui d'alibi, de justification, à une situation économique donnée (l'excès de l'offre de travail féminin responsable des bas salaires, l'impossibilité des femmes pauvres d'accéder au marché du travail). Dans le même ordre d'idées, les campagnes diffusées par la presse ces deux dernières années, pour inciter les

femmes à se retirer du marché du travail, se fondent sur des arguments islamiques. Ainsi, aujourd'hui, cette résurgence du discours traditionaliste apparaît comme ce qui, seul, permet de supporter une situation économique critique.

Annexes

TABLEAU 1. — L'éducation et le travail des femmes

Niveau d'éducation (1)	En % de population féminine totale		En % de population active féminine		Taux d'activité pour chaque groupe	
	1960	1976	1960	1976	1960	1976
Illettrées	84,2	72,5	79,0	36,6	5,4	2,6
Lisent et écrivent	12,3	13,1	7,3	9,8	3,4	3,8
Ecole primaire		5,7		2,7		2,4
Jusqu'en 3 ^e	1,1	3,6	1,3	3,6	1,1	5,1
De la 3 ^e au bac	2,2	3,9	9,0	29,3	23,7	37,9
Diplômées du bac	0,1	0,3	1,0	3,8	79,9	72,8
Université	0,2	1,0	2,2	14,2	73,7	72,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	5,7	5,0

(1) Ce sont des équivalences approximatives car le système scolaire n'est pas tout à fait équivalent au système français.

Source : *The 1960 Population Census*, table 31; *The 1976 Population Census*, tables 5 et 17 (Central Agency for Public Mobilization and Statistics, Cairo).

TABLEAU 2. — Répartition de la main-d'œuvre féminine recensée par type d'emploi (en %)

Type d'emploi	1960 (1) (population active féminine)	1976 (2) (population active féminine)	1976 (3) (hommes et femmes confondus)
Professionnel, technique	23,3	32,9	14,4
Administration	2,0	2,7	2,6
Employées	9,6	32,1	15,3
Vente	7,6	5,1	10,1
Services	41,8	13,4	12,9
Agriculture	0,3	0,4	1,0
Production	9,1	9,9	36,5
Non classifiées	6,3	3,6	7,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source : B. Ibrahim, H. Papanek (1982), p. 92, pour (1) et (2); Mohie el Dine, *Income distribution and basic needs in urban Egypt*, *Cairo Papers in Social Science*, Vol. 5, Mon. 3, Nov. 82 pour (3).

Références

- J. Abu-Lughod, L. Amin, Egyptian marriage advertisements : microcosm of a changing society, in *Marriage and Family living*, vol. XXIII, n° 2, May 1961.
- J. Abu-Lughod, Migrant adjustment to city life : the Egyptian case, in *The city in newly developing countries*, G. Breese (ed.), Princeton University Press, 1969.
- N. Atiya, *Khul-Khal, Five Egyptian women tell their stories*, American University in Cairo Press, Cairo, 1984.
- S. Audezian, J. Streiff-Venart, Relations de voisinage et contrôle social, in *Peuples méditerranéens*, n° 22-23, janv.-juin 1983.
- P. Ayroul, *Fellahs d'Égypte*, Le Caire, Ed. du Sphinx, 1952.
- Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) : *The 1960 Population Census ; The 1976 Population Census ; Employment Sample Survey in the ARE* (1980).
- D. Chevallier (éd.), *L'espace social de la ville arabe*, Paris, Ed. Maisonneuve & Larose, 1979.
- H. Fahmy, La prise de conscience des jeunes femmes d'Akhmim, in *Analyses de discours, actes du séminaire du CEDEJ 1982-1983*, Le Caire, CEDEJ, 1983.
- E. W. Fernea, B. Q. Bezirgan, *Middle Eastern women speak*, University of Texas Press, 1977.
- B. Ibrahim, H. Papanek, *Economic Participation of Egyptian women*, Cairo, USAID, 1982 (non publié).
- H. Papanek, Family status production : the « work » and « non-work » of women, in *Signs (Journal of women in culture and society)*, 1979, vol. 4, n° 4.
- E. Paquot (éd.), *Terre des Femmes. Panorama de la situation des femmes dans le monde*, Paris-Montréal, Ed. La Découverte/Maspero, 1982.
- A. Rugh, Van Dusen, *Rugh and Van Dusen report on women in Egypt*, Cairo, USAID, 1979 (non publié).
- N. el Saadaoui, *La face cachée d'Eve. Les femmes dans le monde arabe*, Paris, Ed. des Femmes, 1982.
- T. Sullivan, Women and work in Egypt, in *Cairo Papers in Social Science*, vol. 4, Monograph 4, déc. 1981.
- U. Wikan, *Life among the poor in Cairo*, London, Tavistock, New York, 1980.